

L'Économie sociale et solidaire a de l'avenir

L'ESS regroupe un ensemble de structures désireuses de faire de l'économie autrement. Souvent aidées par l'État ou les collectivités territoriales, ces entreprises, mutuelles ou coopératives, offrent à la société non seulement de la croissance économique, mais aussi de l'emploi. Décryptage.

TEXTE : MAËVA GARDET-PIZZO

Pour comprendre ce qu'est l'Économie sociale et solidaire, ses 165 000 entreprises et ses 2,4 millions de salariés, remontons à son origine, au XIX^e siècle, dans les usines de la révolution industrielle. Celles-ci se livrent une guerre sans merci dont les ouvriers paient le prix fort : travail pénible, très peu de droits et des journées pouvant durer jusqu'à 15 heures, le tout pour un salaire très modeste. Loin de se résigner, des ouvriers lancent diverses actions censées favoriser le bien-être commun. On voit alors apparaître les premières mutuelles pour couvrir les dépenses de santé ou encore des coopératives permettant

à chacun de se procurer aliments et vêtements.

Les trois critères de l'ESS

Ces structures se multiplient. Les années 1970 voient naître des boutiques de commerce équitable rétribuant les producteurs au plus

ÉCO-MOTS

COOPÉRATIVE Entreprise où les droits de chaque associé sont égaux et où le profit est réparti de manière égale entre eux.

MUTUELLE Association à but non lucratif qui offre à ses membres un système d'assurance ou de prévoyance, en cas de maladie, par exemple.

© Istockphoto/ CasarsaGuru

Dans le domaine de l'agriculture sociale et solidaire, les circuits courts sont favorisés, ainsi que la rétribution au plus juste des producteurs, souvent organisés en coopératives. Cette nouvelle dynamique est porteuse de transformation sociale.

>>> SUITE DE LA P.28

juste, ainsi que des entreprises qui font le choix d'embaucher des personnes éloignées de l'emploi. Ces structures intéressent la puissance publique, car elles offrent des issues face au chômage et à l'exclusion ou agissent comme solutions aux enjeux écologiques. Si bien qu'une loi du 31 juillet 2014 définit officiellement l'ESS selon trois critères : « *un but autre que le seul partage des bénéfices* », « *une gouvernance démocratique* », c'est-à-dire que les salariés sont consultés lors des décisions, et enfin, « *des bénéfices majoritairement consacrés au développement de l'entreprise* ».

Des sources de revenus variées

Mais « solidarité » peut-elle rimer avec « rentabilité » ? Ce n'est pas si simple ! Si les structures de l'ESS ont vocation à être solides pour accomplir leur mission dans la durée, la plupart dépendent, au moins en partie, des subventions publiques versées par l'État ou les collectivités territoriales. D'autres sont plus autonomes grâce à un modèle économique particulier. La plupart du

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE C'EST...



63%
des emplois
de l'action sociale



56%
des emplois
du sport
et des loisirs



30%
des activités
financières
et d'assurance



29%
de la
culture



19%
de
l'enseignement

Source : CMI

12 %



**DES EMPLOIS
en France sont
pourvus par
des structures
de l'ESS.**

temps, les structures de l'ESS s'appuient sur diverses sources de revenus comme la vente de biens et de services, les dons privés et les subventions. Pour minimiser leurs dépenses, elles sont nombreuses à faire appel à des bénévoles. L'ESS est présente dans de nombreux secteurs, d'abord dans l'action sociale, mais aussi dans le sport et les loisirs ou la finance-assurance. Elle connaît une forte croissance dans les circuits alimentaires courts (La Ruche qui dit oui, par exemple), l'éco-construc-

ÉCO-MOT

MODÈLE ÉCONOMIQUE

C'est la manière dont l'entreprise génère de la rentabilité et dont elle parvient à se financer.

tion et la valorisation des déchets, deux domaines où l'on raisonne en filière, c'est-à-dire que l'on pense la production dans toutes ses étapes, de la conception à la destruction.

Innovantes, les structures de l'ESS se sont fait une place dans l'économie. Elles représentent ainsi 10% du PIB français et 12% des emplois, répartis sur l'ensemble du territoire, avec seulement 20% de leurs sièges sociaux à Paris. De quoi encourager la création de formations de plus en plus nombreuses, du DUT au Master, pour enseigner la gestion de ces structures. Afin d'encourager cette dynamique, le gouvernement a lancé, en janvier 2018, le dispositif French Impact pour soutenir l'ESS et les innovations sociales 🌱

LA TABLE DE CANA, « TRAITEUR GOURMAND ET ENGAGÉ »

Associer service de qualité, insertion professionnelle et efficacité économique, c'est le pari de cette entreprise marseillaise depuis 25 ans. Se définissant comme « *un traiteur gourmand et engagé* », la Table de Cana propose l'organisation de cocktails, déjeuners ou autres prestations à partir de produits locaux tout en intégrant à ses effectifs deux tiers de personnes éloignées de l'emploi. « *L'idée, c'est que les gens réalisent qu'ils peuvent agir sur leur vie* », explique Sylvie Bancelhon, la directrice. Parmi ses clients, des associations et entreprises locales, mais aussi le Conseil départemental

des Bouches-du-Rhône, le groupe Dior ou encore la SNCF. Ses commandes lui assurent un chiffre d'affaires de deux millions d'euros et il devrait augmenter de 35% sur les quatre prochaines années. « *J'insiste : nous sommes une entreprise comme une autre.* » La Table de Cana reçoit par ailleurs des financements du département, de l'État ainsi que de quelques fondations. Ces ressources lui permettront d'investir dans de nouveaux projets - agrandissement de ses locaux, organisation d'événements, restaurant tenu par des personnes incarcérées.

POUR ALLER PLUS LOIN

Petit Précis d'histoire sociale de l'Économie sociale (février 2017), de Jean-Philippe Milesy, éd. Fondation Gabriel Péri.